

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent tous les salarié-es, les retraité-e-s et les privé-e-s d'emplois, du privé et du public à l'action et à la grève le 9 avril prochain avec une grande manifestation nationale à Paris. Elles veulent ainsi faire converger les revendications qui s'expriment dans de nombreux conflits sociaux dans des branches comme la santé, l'énergie, les transports routiers, les cheminots, la chimie, le commerce et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent par des mesures de progrès social.

A l'inverse, ces derniers martèlent qu'il faut se serrer la ceinture, que pour embaucher demain il faut licencier plus facilement dès maintenant, que pour sauver les retraites, il faut raboter le pouvoir d'achat des pensions et repousser l'âge de départ à 65 ans et plus. Ils n'ont comme crédo que la rigueur budgétaire, les suppressions d'emplois d'agents publics et de fonctionnaires, les privatisations.

Tout cela conduit depuis des dizaines d'années à la dégradation de notre qualité de vie et de nos conditions de travail, à un recul du service public.

Pour sortir de la crise, la CGT se prononce pour une autre répartition des richesses afin d'investir dans des mesures sociales, pour une véritable relance de l'économie, pour des services publics accessibles à tous sur tout le territoire, pour une politique industrielle et énergétique créatrice de richesses et d'emplois, pour répondre à des priorités sociales permettant la satisfaction de revendications, telles que :

- l'augmentation des salaires dans les entreprises privées comme dans la fonction publique ;
- la hausse des minima sociaux ;
- la revalorisation des pensions pour les retraités ;
- l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, alors que l'écart se situe aujourd'hui à 27% en activité et 40% à la retraite.

L'égalité salariale d'ici 2024 permettrait de résoudre 46% des problèmes des caisses complémentaires ;

- une réduction du temps de travail avec des embauches correspondantes ;
- des créations d'emplois pour combattre le chômage et améliorer les conditions de travail ;
- le développement des prestations sociales (santé, retraites, indemnisation du chômage, ...).

Car de l'argent, il y en a ! Beaucoup trop pour les actionnaires et pas assez pour les salarié-e-s !

Les récents chiffres publiés sont sans appel : les dividendes versés aux actionnaires restent maintenus à un haut niveau, par contre les investissements baissent. Un salarié travaille aujourd'hui plus de six semaines pour rémunérer les actionnaires, contre deux semaines, il y a trente ans ! Où est la modernité ?

La France se situe sur la troisième marche du podium mondial en ce qui concerne les faveurs envers les actionnaires.

Les entreprises du CAC 40 ont réalisé +30% de profits en 2014, soit 60 milliards d'euros.

Dans notre pays, [ce n'est pas le coût du travail qui pose problème, c'est le coût du capital](#), comme vient d'en faire la démonstration la récente émission de France 2 qui traitait, notamment, du cas de Sanofi.

Sanofi : dividendes pour quelques uns, des miettes pour tous

Voilà un groupe qui affiche 5,5 milliards de profits, dont 3,7 versés en dividendes aux actionnaires. Chez Sanofi, chaque salarié doit créer l'équivalent de **50 000 euros** de richesses annuelles pour payer leurs dividendes aux actionnaires ou financer les rachats d'actions afin de maintenir les cours élevés.

Alors que le groupe annonce une augmentation de ses dividendes pour la 21^e année consécutive, qu'il offre une prime de bienvenue de 4 millions d'euros à son nouveau directeur général, il refuse une augmentation légitime de 120 euros pour les salariés postés de son usine de Sisteron. Face à cela, les salariés de Sanofi ont décidé de relever la tête et de se battre pour leurs salaires et pour leurs emplois car tous leurs sites sont menacés à plus ou moins brève échéance. A [Sisteron les salariés viennent de remporter une première victoire](#) en arrachant 80 euros d'augmentation, la garantie d'investissement sur un nouvel incinérateur et trois embauches. Ce succès revendicatif est un encouragement pour les salariés du site Sanofi d'Ambarès (Gironde) qui sont aussi en lutte.

Chez Sanofi, la distribution des dividendes mirifiques résulte d'une prédation agressive sur l'emploi, les salaires, les capacités de recherche et développement, sur les investissements. Mais aussi d'un détournement des aides de l'Etat. Ainsi alors que le groupe ferme des laboratoires de recherche et des sites de production, il bénéficie du fameux Crédit Impôt Recherche et du Crédit d'Impôt, Compétitivité Emploi.

En finir avec cette austérité qui nourrit la crise

Les salarié-e-s ne sont pas dupes et ils sont nombreux à relever la tête, à mener des actions pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail. Dans de nombreuses entreprises, avec leurs syndicats CGT, souvent dans l'unité syndicale, ils formulent les revendications qu'ils veulent faire avancer dans les négociations annuelles obligatoires. Des conflits sont marqués par des succès en matière de salaires, de primes obtenues, d'emploi.

Ces luttes, on les retrouve dans de nombreux pays européens à l'image des métallurgistes allemands qui viennent d'obtenir une augmentation générale de 3,4%.

Oui, le progrès social est possible aujourd'hui !

La journée du 9 avril doit constituer une étape forte de mobilisation des salarié-e-s dans chaque entreprise et établissement public. Elle doit être une journée pour se faire entendre sur les lieux de travail et dans la rue pour construire collectivement un autre avenir social et économique.

